

Pour une économie au service du bonheur

Stefano Bartolini est professeur de politique comparée à l'Institut universitaire européen de Florence. À l'Université de Sienne, il a enseigné ce qu'il définit comme l'«économie du bonheur» : à l'heure où le capitalisme tel que nous le connaissons n'est plus viable, il rappelle l'urgence de repenser nos modèles sociétaux en remettant l'humain – et son bien-être – au centre des priorités.

Propos recueillis par Sabine Schrader
Journaliste

Alors que de plus en plus d'opposants à la croissance telle que nous la connaissons parlent de la nécessité d'une décroissance, vous parlez plutôt d'un autre type de croissance, plus sociale. Pouvez-vous expliquer en quoi ce type de croissance consiste ?

La croissance économique telle qu'elle existe n'est plus souhaitable ni même possible. Elle n'augmente plus, ne garantit plus le bonheur des gens, et notre système économique détruit l'environnement. Nous sommes dans ce que les économistes appellent une «stagnation à long terme». La croissance économique ne concerne désormais plus que les sociétés qui sont en transition entre économie rurale et industrialisation. Là où les gens quittent encore les campagnes pour aller vivre en ville, l'économie progresse, car ces gens ont besoin d'équiper leurs maisons, d'acheter une machine à laver, une télévision, une voiture, etc.

C'est le besoin en biens durables qui assure la croissance. Mais lorsque les gens ont déjà une machine à laver, une voiture, que se passe-t-il ? C'est de plus en plus difficile de les convaincre d'acheter davantage. Et si les gens cessent d'acheter... la croissance économique stagne. Nous avons donc besoin d'un autre projet. Cela ne signifie pas qu'il ne peut plus y avoir de progrès. Mais le problème de notre économie, c'est que l'idée même du progrès est colonisée par celle d'acheter toujours plus. Désormais, ce dont on a réellement besoin, c'est d'un autre type de croissance qui envisage plus de qualité dans les relations sociales, un meilleur environnement, plus de temps pour soi. En un mot, une meilleure qualité de vie.

Concrètement, comment peut-on mettre ce type de croissance en place ? Les lobbies industriels ne sont-ils pas trop puissants ? On le

voit tous les jours avec les GAFAM, le secteur pétrolier, l'agro-industrie...

Je ne pense pas que leur pouvoir va continuer. L'influence et le consensus qu'ils rencontraient dans les années 1990 se sont fort érodés depuis. Plusieurs de ces grands noms, comme Monsanto, relèvent presque de l'insulte pour la plupart des gens. Bien sûr, les lobbies industriels ont encore beaucoup de pouvoir politique. Ils le contrôlent. Car c'est un état de fait : la politique est à vendre. Et comme les multinationales ont beaucoup d'argent, elles monnayent leur puissance. Mais elles perdent ce qui leur reste de consensus. Elles ont parfaitement conscience que sans leur *soft power*, elles vont perdre leur influence et le redoutent. Cela me rend optimiste par rapport à l'avenir. Dans le passé, l'action des multinationales a été positive pour les gens. Ford US a été la première entreprise à produire des voitures financièrement accessibles pour la classe moyenne. C'était une forme de progrès. Or aujourd'hui, la priorité des managers n'est plus de produire des biens de meilleure qualité mais de produire au moindre coût. Le public se fait manipuler. Monsanto est un très bon exemple, avec l'histoire du glyphosate. Mais pensez aussi à ce que l'industrie pharmaceutique est en train de faire. D'un point de vue historique, ce n'est pas tenable, ce système est en décadence profonde.

Parmi les crises auxquelles le monde actuel fait face, vous évoquez l'environnement, le bonheur, les

relations sociales et le manque de temps. L'environnement n'est-il pas prioritaire sur les autres problématiques ?

La crise environnementale est étroitement liée aux autres crises, elles sont toutes interconnectées. Nous produisons et nous consommons beaucoup trop. Nous consommons trop parce que la plupart des biens que nous achetons sont un substitut qui comble un vide interne, créé par le déclin des relations sociales. C'est ainsi que nous sommes arrivés à la crise de la durabilité. Pendant de nombreuses décennies, la croissance économique dans beaucoup de cas a apporté le progrès : le progrès social, le progrès culturel, plus d'égalité des genres. Mais le problème, c'est que depuis ces dernières décennies, le progrès n'a plus été qu'une réponse à un mal-être. Et non un progrès pour être encore mieux. Ce qui m'inquiète réellement, c'est la tendance à considérer les problèmes de durabilité uniquement d'un point de vue technologique, comme s'il suffisait de changer la technologie pour tout résoudre. Je pense que nous devons faire beaucoup plus de changements en profondeur dans nos sociétés. Nous devons les rendre plus humaines, agir pour que chaque personne soit plus riche dans ses relations, dans le temps dont elle

Ces dernières décennies, le progrès n'a plus été qu'une réponse à un mal-être. Et non un progrès pour être encore mieux.

dispose et, à nouveau, dans la qualité de la vie.

D'un point de vue plus philosophique, ne pensez-vous pas qu'il est difficile pour l'homme de renoncer à croire au progrès, qui a été le moteur de toute évolution depuis que l'humanité existe ?

C'est peut-être la question la plus importante, que de savoir si l'espèce humaine peut vivre sans chercher le progrès. Je ne pense pas que ce soit le cas et je ne pense pas que ce que je propose soit un «non-progrès».

Vous évoquez abondamment la question du bonheur. D'un autre côté, il existe un courant qui dit que

cette recherche du bonheur à tout prix est parfois précisément un frein au bonheur...

Je ne comprends pas vraiment ces critiques face à la recherche du bonheur. Le bonheur a toujours été un but dans la vie humaine. Tout le monde veut être heureux. Et c'est exactement l'idée que la publicité exploite, mais en y apportant de fausses réponses. Il y a ce discours de propagande qui nous fait croire que la poursuite du bonheur se résume à acheter plus de biens, ou à boire du Coca-Cola. Et évidemment, cela ne fonctionne pas.

Que pensez-vous des théories de «collapsologie», qui se développent



© Caia/Image/Science Photo Library

Ce dont nous avons besoin, c'est d'un type de croissance qui envisage plus de qualité dans les relations sociales.

Tout le monde veut être heureux. Et c'est exactement l'idée que la publicité exploite, mais en y apportant de fausses réponses.

surtout dans le contexte de la crise climatique ?

Nous savons que les écosystèmes atteignent un point où ils tendent vers l'effondrement. Mais le fait est qu'il y a aussi beaucoup de tendances positives. La population va diminuer d'ici à quelques décennies, parce que les taux de fertilité ont chuté partout, même dans les pays pauvres. Le gros problème reste l'Afrique subsaharienne, où les taux restent élevés, mais dans des pays dont les conditions sont meilleures, comme l'Afrique du Sud, la fertilité a également chuté. Autre bonne nouvelle: l'économie industrielle ne progresse plus. Elle est entrée dans une phase de croissance ralentie depuis les années 1990. Les taux de croissance globaux restent en dessous de 2%. Cela aura des répercussions positives pour l'environnement. La dernière bonne nouvelle, c'est l'influence culturelle et environnementale de la culture écologique qui se développe de plus en plus: les nouvelles générations sont très différentes et sont très sensibles aux solutions environnementales.

Quel serait le rôle de l'État dans votre théorie de la croissance ? Et d'une façon plus générale, quel rôle peuvent jouer des institutions supranationales comme l'Union européenne ?

Je ne crois pas que l'État doive être plus coercitif. Prenons l'exemple des politiques d'urbanisme: elles existent déjà mais ce qui doit changer, c'est leur nature, leurs objectifs, les éléments sur base desquels elles sont décidées. Il en va de même pour l'éducation. Et j'insiste beaucoup également sur le rôle de la santé: les politiques de prévention devraient mettre la priorité sur la «création de bonheur» parce que plus les gens sont heureux, moins ils tombent malades. Et je ne parle pas uniquement des maladies mentales, mais également des maladies physiques. Ce que je soutiens, c'est un changement de la nature des politiques de soins de santé. Il y a seulement un type de politique dans laquelle l'État devrait jouer un rôle plus important: l'État devrait réguler les médias afin de diminuer l'impact du message matérialiste et consumériste qu'ils envoient actuellement. Dans tous les autres exemples, l'État ne doit pas jouer un rôle plus important. L'Union européenne pourrait le faire, bien sûr, mais pour cela, les institutions européennes devraient changer radicalement. Actuellement, elles sont considérées comme le paradis des lobbys. 40 % des membres du Parlement européen qui arrivent à la fin de leur mandat vont travailler pour des compagnies qui font du lobbying à Bruxelles. Donc dans l'état actuel des choses, je ne vois pas quel rôle l'Europe peut jouer dans la mise en place d'une société et d'une économie plus humaines. 🌱



Stefano Bartolini, «Manifeste pour le bonheur. Comment passer d'une société de l'avoir à une société du bien-être», Paris, Les liens qui libèrent, 2013, 320 p.